



Les représentants des locataires

Au Conseil d'Administration de Colombes Habitat Public

**Baisse de 1 Million d'Euros
du Budget de la Maintenance à CHP
Les Locataires premières victimes
LA CNL DIT NON !**

Lors du Conseil d'Administration de Colombes Habitat Public du 13 juin 2023, un point a été fait sur l'exécution du budget 2023 de l'Office.

En fonction des hypothèses de dépenses devant être réalisées d'ici la fin de l'année, l'organisme dégagerait un déficit de 2 millions d'euros.

Cette situation est consécutive à la forte inflation qui persiste, aux conséquences de la guerre en Ukraine impactant le prix des énergies, aux hausses successives du taux du livret A qui alourdissent les remboursements d'emprunts des organismes HLM.

Pour retrouver l'équilibre budgétaire, l'Office a proposé de réduire certains postes de dépenses et notamment celui de la maintenance d'un million d'euros.

Cette baisse intervient après celle de 9% qui a été opérée sur le budget Gros Entretien de 2023 alors qu'il y a un retard considérable à combler en la matière.

Une nouvelle fois ce sont les locataires qui vont être pénalisés car des travaux de maintenance pourtant indispensables ne pourront intervenir et devront être reportés ultérieurement.

Après la hausse des loyers, celle des charges locatives voilà maintenant que ce sont les conditions de vie des locataires qui vont être dégradées du fait que certains travaux d'entretien ne pourront pas être réalisés. **Trop c'est trop !**

Nous n'accablons pas l'Office mais nous regrettons que la seule marge de manœuvre qui ait été trouvée soit une nouvelle fois les locataires, ce n'est plus supportable.

Cette situation ne se serait pas produite si le Gouvernement n'avait pas maintenu la ponction qui est faite depuis 2018 sur les finances des bailleurs sociaux au travers de la RLS et donc sur les loyers des locataires. Ainsi en 2022, ce racket de l'Etat aura coûté la bagatelle de plus de 2 millions d'euros à l'Office. C'est un frein considérable à sa capacité d'investissements.

La CNL ne cesse de dénoncer ce pillage sur les ressources des HLM et en exige son arrêt immédiat. Nous souhaiterions que l'Union Sociale de l'Habitat, qui fédère les HLM, soit plus offensive vis-à-vis du Gouvernement. Les belles paroles c'est bien mais ce n'est pas suffisant.

Les Administrateurs CNL ne pouvaient accepter cette baisse considérable du budget de la maintenance qui va affecter les locataires et ont VOTE CONTRE la délibération proposée.

Il faut noter que la CNL est la seule organisation de locataires présente au Conseil d'Administration de CHP à avoir émis un vote négatif sur cette réduction budgétaire.

Colombes, le 15 juin 2023